

Lettre électronique du NPA 33 dans le secteur de l'éducation



6 octobre 2019

Sommaire

@ Rentrée pourrie et ras-le-bol de la précarité !

@ Lundi 7 octobre, les AESH de l'EREA d'Eysines entameront leur 2^{ème} semaine de grève (6^{ème} jour).

@ Christine Renon, une lettre comme une accusation

@ Mérignac, mobilisation en hommage à Christine Renon : émotion et colère

@ Ignoble : Une DRH de l'académie de Montpellier propose aux profs de se suicider

@ Pour de réelles augmentations de salaires !

@Tous à la fête du NPA 33 !

Rentrée pourrie et ras-le-bol de la précarité !

Contrairement à ce que voudrait laisser croire Blanquer la rentrée scolaire n'est ni apaisée ni satisfaisante. Les sureffectifs dans les classes ont justifié plusieurs jours de grève dans quelques lycées dont Elie Faure à Lormont. Dans des écoles des postes n'étaient pas pourvus dans les premiers jours à cause des cafouillages administratifs ou à cause des suppressions de postes comme à l'école du Burck à Mérignac qui a été occupée par les parents. De plus en plus de postes de profs sont occupés par des collègues contractuels sous-payés parce que les places ouvertes aux concours sont en baisse. Et puis avec les réformes des lycées et lycées pro c'est la surcharge de travail pour mettre en route les nouveaux programmes réorganiser le travail, etc.

A la dégradation qui s'accroît chaque année s'ajoute cette année un nombre conséquent d'Assistants de vie scolaire (auprès des élèves en situation de handicap) non encore recrutés... faute de budget débloqué par l'Etat.

300 nouveaux élèves en Gironde doivent bénéficier

d'un-e AVS mais nombre d'entre eux, dans les écoles ou les collèges ont fait leur rentrée seuls dans des classes aux effectifs chargés laissant les établissements et les enseignants en grande difficulté et les laissant eux-mêmes sans réponse à leurs besoins particuliers. Quelques AVS ont signé un ordre de mission sans contrat, d'autres attendent le déblocage d'enveloppes sans que personne ne sache s'il s'agit d'une question de jours, de semaines ou de mois. Des collègues AVS à qui l'administration avait promis une augmentation de leur temps de travail restent à 20 h par semaine pour 613 € s'ils ont un contrat de droit public.

L'administration continue de faire travailler des collègues sous contrats ultra-précaires sans formation suffisante pour intégrer à l'école les enfants en situation de handicap. Un scandale qu'elle n'a manifestement pas l'intention de faire évoluer et qui ne trouvera de solution (métier pérenne embauche à temps plein dans la fonction publique formation adaptée) que par nos seules luttes AVS, enseignants et parents.

Lundi 7 octobre 2019 les AESH de l'EREA d'Eysines entameront leur deuxième semaine de grève (sixième jour).

Au-delà des revendications particulières à leur établissement, les AESH sont en grève pour la reconnaissance de leur travail et dire leur ras-le-bol devant le mépris et le manque de considération de l'Education Nationale.

Par exemple, des AESH ont plus de 14 ans de CDD et pour seule perspective la possibilité d'un CDI dans 4 années, ont un changement brutal de contrat de travail et après 4 ans d'ancienneté une baisse de salaire non négociable

de 100 euros, ont cinq semaines de travail et toujours pas de contrat donc aucune certitude sur le montant du salaire et de précisions sur les conditions d'emploi, ont des temps partiels imposés et une rémunération de 600 euros net par mois... Elles ne sont pas dans une entreprise privée mais dans le service public de l'Éducation nationale et ces conditions de travail sont partagées par les milliers de salariés employés à l'accompagnement des élèves en situation de handicap dans leur scolarité : les AESH.

Leur lutte met à l'ordre du jour la nécessaire reconnaissance du travail AESH à l'Éducation nationale : un statut de la fonction publique et un salaire décent. Ce combat est celui de l'ensemble des personnels au moment où le gouvernement multiplie les mesures de sabotage des statuts enseignants et alors que la mise en place de l'école inclusive à la sauce Blanquer va confronter l'ensemble des équipes éducatives aux difficultés liées à la scolarisation des jeunes en situation de handicap. Parallèlement, l'inclusion à tout prix (sans naturellement les moyens de la permettre dans des conditions acceptables) menace gravement les structures spécialisées et les établissements comme les EREA.

L'accompagnement du handicap et la scolarisation de ces élèves exigent des moyens et un encadrement formé et pérenne. Les milliers d'AESH qui travaillent dans nos établissements méritent mieux que la précarité à perpétuité et les salaires de misère auxquels les condamne l'Éducation nationale.

Ce mouvement marque la détermination et la colère des AESH face à des conditions de travail devenues inacceptables. Depuis lundi dernier et une première entrevue avec les services du rectorat, c'est le silence radio et elles n'ont toujours pas de retour pour une nouvelle audience. Le rectorat table sur la précarité des situations de nos collègues et semble persuadé qu'elles vont finir par

céder. Le rectorat joue sur le pourrissement du conflit. Cela témoigne justement de cette absence de considération de l'Éducation nationale pour ces personnels.

Une grève reconductible est suffisamment rare, surtout dans l'EN et pour des personnels en précarité, pour en saisir pleinement la portée, le sens. Cette grève reconductible marque un niveau de conscience élevé, à la fois de compréhension que la grève est notre arme essentielle et que pour gagner sur nos revendications, surtout dans la période, il faut un rapport de force très élevé.

Nous devons nous saisir de cette lutte et la populariser pour construire un mouvement d'ampleur seul à même de faire bouger les lignes. Il est clair que les mesures Blanquer pour l'école inclusive et la circulaire AESH ne constituent en rien une avancée pour les personnels. Nous devons mettre à l'ordre du jour nos revendications pour un statut et une véritable intégration des personnels AESH au sein du service public d'éducation. Nous devons essayer de fédérer les contestations qui, dans de nombreuses académies, montent contre les conditions de travail des AESH et particulièrement les conditions catastrophiques de cette rentrée.

La CGTéduc'action33 porte cette mobilisation et construit son extension. Elle est à l'initiative du rassemblement du 9 octobre en intersyndicale avec le SNUIPP-FSU, le SNES-FSU, la CFDT et la CGT enseignement privé.

Halte au mépris ! il est temps d'avancer pour la reconnaissance du travail AESH

Un métier, un statut de la Fonction Publique et un salaire décent !

**Tous ensemble manifestons notre colère,
les invisibles de l'Éducation nationale ne doivent plus le rester.**

Rassemblement le mercredi 9 octobre 2019 à 14h devant le rectorat de Bordeaux

Christine Renon, une lettre comme une accusation

«*Aujourd'hui samedi, je me suis réveillée épouvantablement fatiguée, épuisée, après seulement trois semaines de rentrée* ». C'est sur ces mots que s'ouvre la lettre que Christine Renon, directrice d'école à Pantin, a laissée à ses collègues après son suicide dans la cour de son école.

Cette fois, l'institution ne pourra pas dire que le motif est personnel, relèverait de la vie privée : ici les responsables sont désignés directement. Pêle-mêle elle dénonce l'accumulation de tâches bureaucratiques qui n'ont pas de sens si ce n'est celui de rendre des comptes à la hiérarchie, « *le travail des directeurs est épuisant, car il y a toujours des petits soucis à régler, ce qui occupe notre temps de travail et bien au delà du temps rémunéré, et à la fin de la journée, on ne sait plus trop ce que l'on a fait* ». Elle dénonce la solitude face à la gestion de situations complexes dans un secteur difficile où les responsables hiérarchiques vont et viennent mais ne restent jamais en poste longtemps. Elle dénonce cette omerta du « *pas de vague* » qui doit être la norme dans l'éducation nationale : si tout le monde souffre, personne ne doit en parler.

Et de fait, à la suite de cette mort tragique, le mot d'ordre de l'institution vis à vis des enseignants de l'école et des alentours portait sur la reprise immédiate du travail et surtout sur le nécessaire « *devoir de réserve des enseignants* ». Les lettres qu'elle avait adressées à ses collègues leur ont été retirées. Si lundi dernier les enseignants étaient invités à faire une minute de silence ce n'était certainement pas pour notre collègue. Face à la mort d'un ancien président carriériste et corrompu, qui a servi tout au long de sa vie les classes dominantes, le tragique suicide de Christine Renon ne pouvait rivaliser.

Ce suicide n'est pas un fait isolé dans l'Éducation Nationale où un professeur de SVT vient lui aussi de mettre fin à ses jours dans le Var, tout comme dans de nombreux autres lieux de travail. Aux Urgences, à la Poste, à la SNCF, chez Orange, les nouvelles formes de management, la pressurisation des salariés sous toutes les formes, l'absurdité de certaines tâches mènent à ce que de trop nombreux travailleurs se tournent vers cet acte désespéré.

Acte désespéré, mais acte politique... Car dans la lettre de Christine, de nombreux collègues se sont retrouvés, partagent ce constat et pour beaucoup, ce geste ne doit pas rester vain.

C'est pour cela que ce jeudi 3 octobre un appel à la grève a été lancé dans le 93 et des rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses villes.

A Bobigny, le rassemblement a réuni plus de 3000 collègues du 1^{er} et du 2nd degrés, pour la grande majorité en grève. Cette mobilisation, historique par son ampleur et son contexte a été marquée par la colère qui s'est cristallisée contre les conditions de travail et l'institution qui en est responsable.

À la tribune a notamment été lu un mot du frère de Christine Renon, rappelant qu'elle n'était « *ni fragile, ni dépressive* » : « *ils nous l'ont détruite* ». « *Plus jamais ça* » ou « *Ministère responsable* » sur les pancartes et les banderoles, minute de silence à 14 h puis applaudissements à faire trembler les vitres de la DSDEN, « *Blanquer démission* » scandé par les collègues à de nombreuses reprises : c'est une prise de conscience collective et une profonde colère de la profession qui se sont exprimées.

Dans le même temps, plus d'une centaine de rassemblements se sont tenus partout en France, souvent bien plus importants que ce qu'il était permis d'espérer il y a seulement quelques jours, avec des appels intersyndicaux à la grève selon les départements.

Mérignac, mobilisation en hommage à Christine Renon : émotion et colère

Nous étions 40 enseignant.e.s du primaire et du collège rassemblés devant l'entrée du collège Jules Ferry ce jeudi 3 octobre, à 17h, jour des obsèques de notre collègue Christine Renon.

Une prise de parole d'une camarade du SNUipp-FSU, qui était à l'origine de l'appel, puis d'un camarade du SNES ont eu lieu au début du rassemblement, alors qu'à l'intérieur du collège se tenait une réunion des directeurs.rices organisée par la DSDEN (direction des services départementaux de l'éducation nationale). Pour mener la danse, la hiérarchie, allant de l'inspecteur de circonscription à l'adjointe du Directeur académique. Que du beau technocrate.

Nous, dehors, eux dedans. Le jour des obsèques de Christine, une petite intervention des chefs en sa mémoire ? Que dalle, rien, nada. Pas un mot. Pour eux, cela n'a pas existé ?

Bien sûr, on s'attendait à leur silence, mais quand il se confirme, on est juste indigné, écoeuré et révolté.

Pendant que nous discutons du drame devant la grille du collège, entre émotion et colère, les cadres au discours for-

maté du nouveau management public en allaient de leur sermon asséné à nos collègues directeurs.rices : « *Vous pouvez faire mieux, améliorer les chiffres, évaluez !* ».

Deux mondes.

Aujourd'hui le ministère se sert du décès de Christine pour nous refourguer la vieille idée de chefs d'établissements dans les écoles, supérieurs hiérarchiques. Une réponse à côté de la plaque, rejetée par les enseignant.e.s lors de précédentes mobilisations.

Blanquer propose aussi des comités de suivi, des groupes de travail, des questionnaires dans les écoles... L'usine à gaz habituelle, le budget de l'éducation nationale ne permettra aucune amélioration de nos conditions de travail.

Christine a précisément décrit les conditions de son exploitation. Maintenant c'est à nous de faire en sorte que ça change, en poursuivant la mobilisation qui est née, sur la base de nos intérêts, et en construisant un rapport de force qui fasse plier ce ministère.

Ignoble : une DRH de l'académie de Montpellier propose aux profs de se suicider

En juin dernier lors d'une réunion sur la reconversion des profs de gestion- administration (impactés par la réforme de la voie professionnelle), question de l'une d'entre eux :

« *Que doit-on faire si les propositions de reconversion ne nous conviennent pas ?* »

Réponse de la directrice des ressources humaines du rectorat d'académie de Montpellier :

« *Je vais me permettre une réponse avec de l'humour, pensez à l'euthanasie* ».

Abject. Et révélateur de la violence décomplexée des cadres de l'administration qui recyclent les bonnes méthodes des managers de France Télécom.

Un tel cynisme est d'autant plus ignoble que précédemment, la réforme de la filière STI, avait abouti à des suicides d'enseignant.e.s. Et ça, la DRH le savait certainement...

Depuis, la directrice de la DRH a été mutée, suite à la médiatisation de l'affaire et à l'action des syndicats. Pour aller sévir ailleurs ? On aurait pu lui conseiller une reconversion.

Pour de réelles augmentations de salaires !

En cette rentrée, dans le prolongement du mouvement des Gilets jaunes et des Stylos rouges, les profs ont posé la question des salaires. C'est nouveau et bienvenu dans une profession où la fiche de paie est taboue, où l'on subit la pression constante de l'opinion au service des gouvernements qui voudraient que les enseignants comme les infirmières ou les pompiers travaillant avec de l'humain, ne comptent pas leurs heures, ni leurs fins de mois...

Cela a commencé lorsque Blanquer, pour désamorcer la colère des enseignants qui ont bloqué le Bac, a promis une augmentation de 300 € pour 2020.

Mais non seulement ce n'est que l'application d'une augmentation décidée sous l'ancien quinquennat et reportée par Macron, mais elle n'est que de 0 à 30 € par mois net selon le statut de l'enseignant. Une misère comparée à la hausse des prix de tout ce qui est indispensable pour vivre !

Et là, on a vu que les salaires des enseignants ne sont pas élevés, moins que ceux des Allemands ou des Américains, par exemple. Un professeur des écoles finit sa carrière avec moins de 2700 € net. Un enseignant en collège ou lycée commence à 1500 € net et cela progresse très lentement. Les salaires des profs contractuels de plus en plus nombreux peuvent rester bloqués à 1300 € pendant des années. Les personnels techniques, administratifs ou de surveillance ont aussi de très bas salaires avec beaucoup de précarité (des contrats CAE, des Services civiques). Et c'est le cas aussi de tous les AESH et AVS.

De plus, nos salaires sont quasi bloqués depuis 2010 (à l'exception d'une hausse de 1,2 % en 2017), comme ceux

de tous les fonctionnaires.

Avec la réforme du Bac, c'est à une baisse de salaire qu'on assiste puisqu'il faudra faire plus de travail (de correction, d'oraux sur le temps de travail) qui ne sera pas payé. C'était bien le but de la réforme tel qu'exprimé par la Cour des Comptes : « *réduire le coût du Bac* ».

Avec le PPCR, il sera encore plus difficile de progresser dans sa carrière, malgré la carotte qu'on nous tend en laissant croire que tout le monde pourrait accéder à la hors classe. Car, en fait, ce sont seulement 30 % d'une cohorte qui y accèdent et sur des critères pour le moins arbitraires. Au passage, des acquis comme l'augmentation de 150 € par mois pour les bi-admissibles ont disparu.

Les nombreux collègues délégués, contractuels, remplaçants non titulaires n'ont aucune possibilité de progression ni de garantie d'avoir un travail encore moins à temps complet, ni la retraite qui va avec.

Le Ministère veut que l'on fasse plus à moins nombreux en supprimant des postes et en nous obligeant à accepter une deuxième heure supplémentaire. Pendant que les uns se crèvent au travail, les autres sont au chômage : vive la concurrence entre les enseignants !

Alors que l'Etat figure parmi les premiers à bénéficier des mannes record, 1,76 milliards sur les 63,4 milliards de dividendes réalisés par ses grandes entreprises en 2018 (voir le rapport d'ATTAC « *CAC 40, le véritable bilan annuel* » du 26 septembre), exigeons de vraies augmentations de salaires, pas de salaire inférieur à 1800 € net, par l'action collective et la grève, comme tous les travailleurs !

Toutes et tous à la fête du NPA 33 !

Réservez votre samedi 12 octobre... des débats, des chansons, du théâtre, du cinéma, des bons bouquins, des expos, de quoi se régaler à prix doux et fait maison. A midi: grillades et salades. Banquet du soir: poulet coco avec entrée, fromage, dessert (8 €)

Venez entre collègues, amis, en famille discuter et passer un moment fraternel, pour la lutte !

Samedi 12 octobre de 11 h à 23 h - salle Victor Hugo à Cenon

Des débats...

11h30 – Contre les frontières et le capitalisme, solidarité avec les migrants du monde entier

13h30 – Le romancier Gérard Delteil présentera son dernier polar *Les écoeurés*

15h – Construire la riposte au cœur des mobilisations comme sur le terrain politique

16h30 - Grèves pour le climat : pourquoi l'écologie doit-elle être anticapitaliste et révolutionnaire ?

18h – allocution de Philippe Poutou

Des spectacles...

pendant la fête : les *chansons de Nadia*

14h – lecture théâtralisée de textes parus dans *Ford Blanquefort - Même pas mort*

21h – projection-débat *Il suffira d'un gilet* sur le mouvement des Gilets jaunes avec un co-réalisateur Aurélien Blondeau

Et puis...

Des expositions, une librairie, des animations, des rencontres avec les organisations militantes invitées, une buvette, des stands pour se restaurer, grand repas fraternel le soir



Pour s'abonner à cette lettre électronique, envoyez votre mail ou ceux de vos proches à contact@npa33.org, en précisant « *lettre éducation* »

Pour vous désabonner, envoyez un mail à contact@npa33.org, en précisant « *désabonnement lettre éducation* »

www.npa33.org

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
courriel : contact@npa33.org - Tel : 07 83 64 43 49